

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 1110

27 APRIL 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de delegaties van bevoegdheid die voor de uitvoering van sommige bepalingen van het decreet van 5 juli met betrekking tot de afvalstoffen nodig zijn

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 5 juli met betrekking tot de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 19, § 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 maart 1987 betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 2 en 4;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de procedures inzake toekenning van afwijkingen te versnellen ten einde de betrokken ondernemingen op korte termijn niet in overtreding zijn;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Energie,

Besluit :

Artikel 1. De Executieve belast de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Energie met de uitvoering van het besluit van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen wat de bepalingen van artikel 19, § 6) betreft, alsmede met de uitvoering van het besluit van de Executieve van 19 maart 1987 betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest wat de bepalingen bedoeld in zijn artikelen 2 en 4 betreft.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud, Personeel en Administratie,

G. COËME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Energie,

G. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 1111

29 JANVIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions de l'intervention financière de la Communauté française dans les frais de fonctionnement des services de gardiens ou de gardiennes d'enfants à domicile

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par le décret du 22 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1975 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre nationale de l'Enfance;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique d'uniformiser la réglementation relative à la garde d'enfants à domicile;

Considérant que pour garantir une bonne gestion en la matière, de nouvelles dispositions doivent prendre effet dès le début de la présente année civile;

Vu l'accord du 29 janvier 1988 du Ministre-Président, chargé du Budget;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1er. Dans les limites du crédit prévu à cet effet au budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ci-après dénommé « l'O.N.E. », des subventions de fonctionnement peuvent, aux conditions prévues par le présent arrêté, être attribuées soit aux pouvoirs publics subordonnés, aux associations de ces pouvoirs, aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif créés à cette fin, soit aux crèches agréées par l'O.N.E., pour les services de gardiennes d'enfants à domicile qu'ils organisent et surveillent.

Lors de l'examen de la demande de subvention, l'O.N.E. s'assure que le service de garde d'enfants à domicile, pour lequel cette demande est introduite, répond aux nécessités locales d'accueil des enfants, compte tenu des structures d'accueil existantes et agréées par l'O.N.E., et qu'il satisfait aux normes prévues par le présent arrêté.

Art. 2. Pour pouvoir bénéficier des subventions de fonctionnement visées à l'article 1er, le service doit :

1° comprendre des gardiennes qui répondent aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif du 29 janvier 1988, fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiens et les gardiennes d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants;

2° assurer l'accueil des enfants et notamment de ceux qui ne sont pas admis ailleurs en raison soit de l'irrégularité de leurs séjours, soit d'une déficience de leur état de santé; il doit assurer, en outre, la continuité de l'accueil lors de l'indisponibilité temporaire d'une gardienne faisant partie du service;

3° organiser, conformément à la réglementation en vigueur, la surveillance médicale préventive périodique des enfants, en collaboration avec une consultation agréée ou créée par l'O.N.E., et exerçant son activité sur le territoire de la commune du domicile de la gardienne;

4° veiller au développement harmonieux et au bien-être des enfants accueillis en assurant l'encadrement continu des gardiennes;

5° assurer la formation permanente des gardiennes dans le domaine de la petite enfance;

6° disposer d'un(e) infirmier(e) gradué(e) social(e) ou d'un(e) assistant(e) social(e), chargé(e) principalement de l'encadrement et de la formation des gardiennes. Les prestations subsidiaires de ces personnes sont calculées compte tenu des critères repris au tableau ci-dessous.

Horaire	Nombre minimum d'enfants accueillis	de gardiennes
—	—	—
1° un quart temps	4	5
2° mi-temps	8	10
3° trois quarts de temps	20	15
4° plein temps	30	20
5° quart de temps supplémentaire ...	10	5

7° disposer d'un secrétariat apte à recevoir les demandes de placement d'enfants et à y donner suite sans délai;

8° fournir l'équipement indispensable à l'accueil des jeunes enfants;

9° contracter une assurance en responsabilité civile;

10° percevoir la participation financière des parents conformément au barème le plus récent en vigueur, fixé par l'Exécutif de la Communauté française;

11° se soumettre à l'inspection de l'O.N.E.

Art. 3. La capacité d'un service rattaché à une crèche ne peut être inférieure à cinq gardiennes.

La capacité d'un service non rattaché à une crèche ne peut être inférieure à dix gardiennes.

Art. 4. § 1er. Les subventions de fonctionnement couvrent les charges en rémunération du travailleur social.

Pour les services rattachés à une crèche, ces subventions couvrent les charges réelles en rémunération augmentées des charges sociales et plafonnées aux barèmes en vigueur pour le personnel des services de l'Exécutif de la Communauté française.

Pour les services non rattachés à une crèche, ces subventions sont forfaitaires.

§ 2. La subvention forfaitaire pour le travailleur social est modulable en fonction de l'ancienneté admissible à l'Etat, conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973, portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

Le forfait est égal à la moyenne de la rémunération brute plafonnée aux barèmes en vigueur pour le personnel des services de l'Exécutif de la Communauté française, moyenne calculée par périodes de cinq ans d'ancienneté et augmentée des charges sociales. En cas d'absence du travailleur social pour maladie, accident ou congé de maternité, le forfait est octroyé pour le titulaire pendant les trente premiers jours d'absence maximum, et pour son remplaçant, pendant toute la durée du remplacement.

§ 3. Les subventions comprennent, en outre :

a) une intervention par journée de placement à domicile;

b) une indemnité pour frais administratifs;

c) une indemnité pour les frais de déplacement du travailleur social.

Celles-ci sont payées sous forme d'intervention forfaitaire fixée par le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

§ 4. Les subventions de fonctionnement sont versées trimestriellement à terme échu par l'O.N.E., sur production des documents justificatifs.

Toutefois, une avance d'un maximum de 70 p.c. des subventions visées à l'alinéa 1er, est versée dans les quinze jours qui suivent la réception, à l'O.N.E., de la demande de subsides, et ce dans les limites des crédits disponibles.

Art. 5. L'article 4bis de l'arrêté royal du 13 février 1970 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre nationale de l'Enfance, inséré par l'arrêté royal du 18 février 1974, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 6. L'arrêté royal du 18 août 1975 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre nationale de l'Enfance, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 7. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1988.

Bruxelles, le 29 janvier 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 1111

29 JANUARI 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de werkingskosten van de diensten voor onthaalvaders of onthaalmoeders

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 tot vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is de reglementering betreffende het verzorgen van kinderen ten huize uniform te maken;

Overwegende dat voor het waarborgen van een goed beheer ter zake nieuwe maatregelen in werking dienen te treden met ingang van dit kalenderjaar;

Gelet op het akkoord van 29 januari 1988 van de Minister-Voorzitter, belast met de begroting;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voorzien krediet, hierna genoemd « O.N.E. », kunnen, onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit, werkingstoelagen verleend worden of aan de ondergeschikte openbare besturen, aan de verenigingen van deze besturen, aan de instellingen van openbaar nut en aan de te dien einde opgerichte verenigingen zonder winstoogmerk, of aan de door de « O.N.E. » erkende kinderdagverblijven, voor de diensten voor onthaalmoeders die zij oprichten en waarop zij het toezicht uitoefenen.

Bij het onderzoek van de aanvraag voor toelagen vergewist de « O.N.E. » zich ervan dat de dienst voor onthaalmoeders waarvoor deze aanvraag wordt ingediend, beantwoordt aan de lokale behoeften van kinderonthaal, rekening houdend met de bestaande en door de « O.N.E. » erkende onthaalvoorzieningen en dat hij de door dit besluit bepaalde normen vervult.

Art. 2. Om van de in artikel 1 bedoelde werkingstoelagen te kunnen genieten moet de dienst :

1° onthaalmoeders omvatten die beantwoorden aan de voorwaarden vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen;

2° in het onthaal van de kinderen voorzien en inzonderheid van degene die elders niet toegelaten worden, hetzij wegens de onregelmatigheid van hun verblijf, hetzij wegens hun gebrekkige gezondheidstoestand; hij moet bovendien in de continuïteit van het onthaal voorzien bij tijdelijke onbeschikbaarheid van een onthaalmoeder die deel uitmaakt van de dienst;

3° periodiek het preventief medisch onderzoek van de kinderen organiseren, volgens de inwerking getreden verordening, met medewerking van een door de O.N.E. erkende of opgerichte raadpleging en die haar activiteiten uitoefent op het grondgebied van de gemeente van het domicilie van de onthaalmoeder;

4° waken over de harmonische ontwikkeling en over het welzijn van de bewaarde kinderen door te voorzien in de voortdurende begeleiding van de onthaalmoeders;

5° in de permanente vorming van de onthaalmoeders voorzien op het gebied van de vroegste kinderjaren;

6° beschikken over een gegradueerde sociale verple(e)g(st)er of over een maatschappelijk(e) assistent(e), hoofdzakelijk belast met de begeleiding en met de vorming van de onthaalmoeders.

De betoelaagbare prestaties van deze personen zullen berekend worden, rekening houdende met de criteria opgenomen in onderstaande tabel.

Uurrooster	Minimum aantal opgenomen kinderen	onthaalmoeders
1° één kwarttjds	4	5
2° halftjds	8	10
3° drievierde tjds	20	15
4° voltjds	30	20
5° bijkomend kwarttjds	10	5

7° beschikken over een secretariaat dat in staat is de aanvragen voor plaatsing van kinderen te ontvangen en er zonder verwijl gevolg aan te verlenen;

8° de uitrusting leveren die onontbeerlijk is voor het onthaal van kleine kinderen;

9° een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering afsluiten;

10° de financiële bijdrage van de ouders innen overeenkomstig het meest recente van kracht zijnde barema, bepaald door de Franse Gemeenschapsexecutieve;

11° zich onderwerpen aan de inspectie van de « O.N.E. ».

Art. 3. De bezetting met personeel van een onder het bestuur van een kinderdagverblijf gebrachte dienst mag niet bestaan uit minder dan vijf onthaalmoeders.

De bezetting met personeel van een niet onder het bestuur van een kinderdagverblijf gebrachte dienst mag niet bestaan uit minder dan tien onthaalmoeders.

Art. 4. § 1. De werkingstoelagen omvatten de bezoldigingslasten van de maatschappelijke werker.

Voor de onder het bestuur van een kinderdagverblijf gebrachte diensten omvatten deze toelagen de werkelijke bezoldigingslasten vermeerderd met de sociale lasten beperkt tot de thans geldende weddeschalen voor het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Voor de niet onder het bestuur van een kinderdagverblijf gebrachte dienst zijn de toelagen forfaitair.

§ 2. Voor de maatschappelijke werker is de forfaitaire toelage aanpasbaar in verhouding tot de voor de Staat toelaatbare anciënniteit, in overeenstemming met het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Het forfaitair bedrag is gelijk aan het gemiddelde van de brutobezoldiging beperkt tot thans geldende weddeschalen voor het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve; dit gemiddelde wordt berekend per periodes van vijf jaar anciënniteit en vermeerderd met de sociale lasten.

In geval van afwezigheid van de maatschappelijke werker wegens ziekte, ongeval of zwangerschapsverlof, wordt het forfaitair bedrag verleend voor de titularis gedurende ten hoogste de eerste dertig dagen afwezigheid, en voor zijn plaatsvervanger gedurende de hele duur van de vervanging.

§ 3. De toelagen bestaan bovendien uit :

- a) een tegemoetkoming per plaatsingsdag ten huize;
- b) een vergoeding voor bestuurskosten;
- c) een vergoeding voor de reiskosten van de maatschappelijke werker.

Deze toelagen worden betaald in de vorm van een forfaitaire tegemoetkoming bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort.

§ 4. De werkingstoelagen worden driemaandelijks door de « O.N.E. » uitgekeerd, na verstreken termijn, na overlegging van de bewijsstukken.

Niettemin wordt een voorschot uitgekeerd van ten hoogste 70 pct. van de in alinea 1 bedoelde toelagen binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst door de « O.N.E. » van de subsidiëringaanvraag, en binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 5. Artikel 4 bis van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, ingelast bij het koninklijk besluit van 18 februari 1974, wordt ingetrokken voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 houdende vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, wordt ingetrokken voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1988.

Brussel, 29 januari 1988.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTUILLE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Personeel. — Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 27 mei 1988 wordt eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met ingang van 1 november 1988, aan de heer De Mol, Joseph J.J.F., directeur.

Het is betrokkene vergund zijn pensioenaanspraken te doen gelden en hij wordt ertoe gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren.

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 27 mei 1988, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking :

— wordt, op haar verzoek, eervol ontslag uit haar mandaat van plaatsvervangend lid van het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan Mevr. De Keyser, Liliane;

— wordt de heer Van Damme, Ivo, adjunct-adviseur, benoemd tot plaatsvervangend lid van het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging van voornoemd Rijksinstituut, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties, ter vervanging van Mevr. De Keyser, L., wier mandaat hij zal voleindigen.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Personnel. — Démission honorable

Par arrêté royal du 28 mai 1988, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er novembre 1988, à M. De Mol, Joseph J.J.F., directeur.

L'intéressé est autorisé à faire valoir ses droits à la pension et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Comité de gestion du service des soins de santé. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 27 mai 1988, qui entre en vigueur le jour de la présente publication :

— démission honorable de son mandat de membre suppléant du Comité de gestion du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité est accordée, à sa demande, à Mme De Keyser, Liliane;

— M. Van Damme, Ivo, conseiller adjoint, est nommé en qualité de membre suppléant du Comité de gestion du service des soins de santé de l'Institut national susdit, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de Mme De Keyser, L., dont il achèvera le mandat.